

Augustin, Jean-Pierre (sous la direction de). *Villes québécoises et renouvellement urbain depuis la Révolution tranquille*. Pessac, France: Maison des Sciences de l'Homme d'Aquitaine, 2010. Pp 272

Louis Guay

Volume 39, numéro 2, spring 2011

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1003468ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1003468ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Urban History Review / Revue d'histoire urbaine

ISSN

0703-0428 (imprimé)

1918-5138 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Guay, L. (2011). Compte rendu de [Augustin, Jean-Pierre (sous la direction de). *Villes québécoises et renouvellement urbain depuis la Révolution tranquille*. Pessac, France: Maison des Sciences de l'Homme d'Aquitaine, 2010. Pp 272]. *Urban History Review / Revue d'histoire urbaine*, 39(2), 67–68.
<https://doi.org/10.7202/1003468ar>

de la direction de l'Oratoire Saint-Joseph aux affirmations de Monsieur Claude Aubin, actuel carillonneur titulaire de l'Oratoire, aurait été de mise).

En conclusion, François Mathieu aura eu le courage de se lancer sur des chemins inexploités et son livre nous fait découvrir une nouvelle facette d'un patrimoine religieux en péril. En effet, on médiatise abondamment la sauvegarde et surtout la perte des églises, des couvents, voire des orgues. Merci Monsieur Mathieu de sonner l'alarme (sans jeu de mots!) en ce qui a trait à la sauvegarde des cloches.

Carole Charbonneau
Université du Québec à Montréal

Augustin, Jean-Pierre (sous la direction de). *Villes québécoises et renouvellement urbain depuis la Révolution tranquille*. Pessac, France: Maison des Sciences de l'Homme d'Aquitaine, 2010. Pp 272.

La recherche urbaine se centre généralement sur l'étude des grandes villes, négligeant du coup de s'intéresser aux villes plus petites qui, bien que moins diversifiées et cosmopolites, offrent des exemples de dynamiques sociales et économiques particulières et dignes d'intérêt. Dans ce contexte, cet ouvrage sur les villes du Québec annonce plus qu'il ne livre. On y parle beaucoup de Montréal—et des chercheurs qui se sont penchés sur ses évolutions—, mais peu d'autres villes de taille moyenne.

L'ouvrage s'ouvre par un texte de Jean-Pierre Augustin, un observateur attentif de la scène urbaine québécoise. Digne héritier des géographes français qui ont étudié le Canada, l'auteur fait un bon tour d'horizon des grandes lignes de la recherche urbaine au Québec. Il dresse la cartographie des espaces urbains les plus importants et fait porter son attention sur les études urbaines montréalaises. L'École de Chicago a exercé sur celles-ci une influence importante, bien que selon Augustin elle se soit graduellement affaiblie, peut-être pour permettre l'émergence d'une École de Montréal en recherche urbaine. Cette question audacieuse est tout de même prématurée. Laissons aux futures générations de chercheurs le soin de trouver une cohérence d'École dans la grande variété de travaux sur la région de Montréal. Si cette recherche urbaine a, en grande partie, été produite par des auteurs d'institutions francophones, il ne faudrait pas passer sous silence la contribution des universités anglophones, qui, comme l'Université McGill, ont contribué à la compréhension de la diversité culturelle de Montréal et de ses dynamiques économiques et politiques.

La première partie du collectif se penche sur les villes comme laboratoire économique et comme objet de gouvernance. François Hulbert, qui a beaucoup connu et étudié Québec, fait une comparaison entre les villes de la province et celles de la France. Il s'attache à montrer les nombreuses réformes qui ont touché les deux ensembles urbains, pointant ici des convergences, comme la tendance à faire naître des entités de gouvernance supramunicipales, et là des voies divergentes qui font voir le caractère universel limité des dynamiques urbaines, toujours insérées dans des ensembles sociaux et spatiaux particuliers.

Le développement local et les organisations qui en font la promotion sont décrits dans deux articles plus empiriques sur l'économie

montréalaise malmenée par la désindustrialisation. Plusieurs mouvements communautaires sont nés pour soutenir le développement local, bien que leur autonomie politique ne soit pas toujours assurée. En effet, les actions communautaires et locales demeurent très dépendantes des actions et des programmes des pouvoirs publics, municipaux et provinciaux.

La deuxième partie de l'ouvrage, à l'enseigne du cosmopolitisme, conduit le lecteur vers d'autres questions, plus identitaires, d'une part, et plus pointues, d'autre part, sur l'avenir de la coexistence ou de la cohabitation de la diversité culturelle à Montréal. Les débats publics récents sur la diversité culturelle ont été plus étroitement confinés à la comparaison, pour ne pas dire l'opposition, entre multiculturalisme et interculturalisme, à laquelle les auteurs n'échappent pas. Les articles qui abordent le cosmopolitisme cherchent à élargir les termes du débat social et politique. Annick Germain et Laurence Liégeois ont bien raison de se demander si Montréal est un laboratoire cosmopolitique et de montrer les mérites et les limites du cosmopolitisme en action. Si la sécurité est souvent invoquée et risquée, comme les grands projets d'aménagement tel le Quartier des spectacles sur lequel les auteures se penchent, de diviser plutôt que d'unir, d'autres actions pourraient, comme la création des espaces verts et les transports en commun, devenir rassembleuses.

L'aménagement urbain occupe une large place dans l'ouvrage, la troisième partie lui étant entièrement consacrée. On s'éloigne aussi de Montréal. Québec offre un exemple de revitalisation urbaine de longue haleine. Simard et Mercier dressent un bilan critique de trente ans d'urbanisme dans cette ville. Ils collent d'assez près à l'évolution des schémas et des plans qui ont marqué les actions urbanistiques à Québec. Dommage que cet article soit trop court : on ne peut pas faire en quelques pages un bilan de trente ans qui soit fidèle aux décisions d'aménagement et en même temps rendre compte des dynamiques sociales, économiques et politiques à l'œuvre.

La réflexion sur l'aménagement au Québec sur la longue durée est poursuivie par Douay, Lewis et Trépanier. Les auteurs focalisent leur analyse sur les structures, les lois, les plans et schémas, bref sur les aspects juridiques et administratifs de l'aménagement urbain. Il manque cependant des éléments fondamentaux à leur approche, à savoir une analyse sociologique fine de l'aménagement comme processus qui met en scène des acteurs variés, des conceptions et des enjeux différents, souvent contradictoires, ainsi que des arbitrages politiques difficiles. Peu de décisions en aménagement et en urbanisme vont de soi, la documentation officielle masquant les tensions qui y ont menées.

L'épilogue est réservé à Daniel Latouche, fin observateur et analyste de la modernisation du Québec. Le texte, parfois plus érudit qu'analytique, place en contexte historique plus large la recherche urbaine au Québec. Si les débuts de la recherche urbaine ont voulu comprendre le vaste processus (accélération serait plus juste) d'urbanisation de l'après-guerre, les thèmes de recherche sont assez variés. Dans l'histoire de la recherche urbaine, Latouche rééquilibre les contributions de l'«École de Laval», qui ne s'est pas uniquement intéressée au sort des régions. Il faudrait toutefois faire observer à l'auteur que la tradition de recherche et d'intervention dans la ville de Québec ne se limite pas à la protection et à la restauration du patrimoine urbain. Latouche y va de quelques

réserve sur la manière dont on pense Montréal et la recherche qui s'y fait. Une dose de modestie ne fait jamais de tort.

Le Québec urbain en révolution depuis cinquante ou soixante ans n'a rien d'exceptionnel. Il manque à l'ouvrage des références à des exemples de même nature. L'urbanisation et l'urbanité québécoises se sont, avec des variantes notoires, reproduites en plusieurs exemplaires dans de nombreux endroits du monde développé. Le voisin ontarien est, en gros, passé par les mêmes étapes dans son processus d'urbanisation récent. La réflexion sur le cosmopolitisme et sur l'urbanité plurielle y est aussi plus ancienne et les travaux sur Toronto, Ottawa et les autres villes moyennes ontariennes peuvent contribuer en idées et en méthodes à la recherche urbaine au Québec. Les références à ces travaux sont malheureusement absentes des bibliographies.

Louis Guay
Université Laval

Boone, Marc. *À la recherche d'une modernité civique : la société urbaine des anciens Pays-Bas au bas Moyen Âge*. Bruxelles, Université de Bruxelles, 2010. 191 p.



Il fait plaisir de retrouver dans ce livre une part essentielle des hypothèses de Marc Boone sur l'histoire urbaine des anciens Pays-Bas, ainsi que l'approche innovatrice qui les caractérise d'autant plus que certaines de ses contributions ne sont encore disponibles qu'en anglais ou en néerlandais.

L'objectif avoué de l'ouvrage, surtout dans les premiers chapitres, est de transcender la vision économiste d'Henri Pirenne, poids lourd de l'historiographie des villes belges et dont les

hypothèses ont durablement marqué l'histoire économique occidentale (*Mahomet et Charlemagne*). L'auteur en parle même comme d'une « fatwa pirenienne » (p. 35). C'est pourtant dans le contexte d'une histoire nationale, ancrée dans les incertitudes des premières décennies du XX^e siècle et la période de l'entre-deux-guerres, que Boone examine les rapports réels et écrits entre deux géants de l'histoire de ces pays, Henri Pirenne et Johan Huizinga. Si Henri Pirenne apparaît aujourd'hui comme un parangon d'une méthode un peu passéiste de l'histoire dans ses aspects les plus déterministes, Huizinga, jadis décrié comme trop romantique, est redevenu modèle d'une histoire post-moderne et culturelle. M. Boone se livre donc à une étude biobibliographique comparée qui révèle les rapports ambigus qu'eurent les deux hommes entre eux et surtout face aux nombreux conflits idéologiques et politiques de leur temps, ainsi qu'à une réflexion historiographique très pointue.

Le premier chapitre se propose encore de nuancer la notion de « démocraties urbaines » si chère à Pirenne et prégnante dans l'histoire des villes médiévales. L'auteur entend substituer à ce concept

galvaudé, l'idée plus juste et plus large d'« activités représentatives » auxquelles on devrait accorder davantage d'attention dans la recherche historique. Une des plus intéressantes facettes des études de Boone porte sur la culture politique des marchands et artisans des villes médiévales dans l'exercice représentatif et corporatif des métiers, véritable laboratoire de socialisation politique, instrumental à la mise en œuvre de leurs revendications. Les corps de métiers apparaissent donc comme la « clé de voûte d'une culture politique urbaine » (p.47).

En examinant la chronologie des révoltes populaires, cette thèse se précise pour démontrer que les antagonismes qui existaient à l'intérieur des villes ont servi à la propulsion d'une idéologie urbaine dans les soulèvements à caractère politique qui opposèrent les villes aux tentatives centralisatrices autour des jalons d'un État fort menées par les Bourguignons et plus tard les Habsbourgeois. L'auteur voit cette marche vers la modernité comme le résultat d'une incubation de l'action politique à travers l'expérience acquise par l'organisation municipale dans toutes ses manifestations : institutions, charités, corps de métiers, négociations commerciales qui se manifestent dans l'appropriation de l'espace urbain physique et symbolique. Les instruments de cet engagement se raffinent et se perfectionnent avec le temps, scandé au leitmotiv du « bien commun ». Dans ce contexte, Boone utilise plutôt les apports d'une histoire structuraliste et « par en bas » qui aboutit à la démonstration que les violences urbaines n'étaient pas de taille à s'opposer à la violence des États princiers qui en récupèrent vite la maîtrise et le monopole. C'est pourtant au détour du chapitre suivant que l'auteur exprime parfaitement cette thèse *in a nut shell* : « Le monopole sur l'exercice de la violence était la clé de voûte de l'État dit moderne, nouvelle construction politique en plein développement aux XIV^e et XV^e siècles ». Ainsi le règne de Charles Quint signe la fin des indépendances urbaines et constitue le « point d'orgue des expériences accumulées par des générations de "gens du commun" dans les villes des Pays-Bas » (p. 78).

Le troisième chapitre se propose d'articuler deux ensembles de notions, celle du bien commun et du rêve républicain à celle du contrôle et de la régulation sociale par le biais d'une étude de cas, celle des présumés « sodomites de Bruges ». En partant de deux thèses, celle de la « civilisation des mœurs » de Norbert Elias (1973), et celle de « l'impossible république urbaine » de Robert Muchembled (2005), Boone décarcasse les idées reçues sur la percolation du concept de « bien commun » récupéré du droit antique (voir l'œuvre d'Élodie Lecuppre-Desjardins et Anne-Laure Van Bruaen, 2010). L'auteur veut ainsi montrer que ce n'est pas uniquement le droit romain qui influence les législations princières, mais l'activité représentative des villes dont les coutumes passent à l'écrit autour du XII^e siècle et qui véhiculent les thèmes fondateurs de son expression urbaine : bien-être et sécurité. C'est à l'aune de ces deux thèmes que les accusations de sodomie se multiplient à Bruges au tournant du XV^e siècle. C'est aussi, pour l'auteur, l'occasion de mettre en exergue les différences entre le système urbain et le système princier en matière de droit pénal et la collusion des représentants (bailli et échevins) des deux pouvoirs dans l'exercice de la répression des mœurs. Ce chapitre sert de propédeutique à ceux qui suivent. L'exemple des sodomites de Bruges illustre, par le biais de l'outil méthodologique de la thèse de Norbert Elias, le rôle multiple du processus répressif dans l'élaboration d'un État dit moderne.